

Projet de budget 2008 : Une riposte nécessaire

Yves Dimicoli

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2008 est d'une extrême gravité. Il ne faut pas le banaliser comme le fait, par exemple, Didier Migaut, président (PS) de la Commission de finances de l'Assemblée nationale, en prétendant à son propos : « C'est la continuité, pas la rupture » (Les Echos 26/09/2007).

Il est vrai que ce projet, très coûteux en termes de pertes de recettes publiques pour financer la santé, l'éducation, le logement, la culture, la recherche... au profit d'énormes faveurs accordées au capital financier et aux grands possédants, redouble dans le sens des politiques conduites en alternance depuis 25 ans. En atteste, particulièrement, la baisse accrue des prélèvements publics et sociaux qui s'accompagne d'un rationnement encore accentué des dépenses nécessaires à la sécurisation et au développement des services publics. C'est le cas aussi, et c'est lié, avec sa soumission aux dogmes de la BCE, malgré les gesticulations de Sarkozy à propos de cette institution, et au Pacte de stabilité qui la protège.

Mais il annonce et il amorce aussi un saut dans un ensemble de réformes ultra-réactionnaires de l'ensemble des missions de l'État, de son rapport aux collectivités territoriales, aux grandes entreprises et aux citoyens, de l'emploi public, de l'impôt aussi, comme de l'ensemble du système de prélèvements obligatoires, au service de la domination des marchés financiers. L'obsession de baisser les dépenses publiques et sociales, de diminuer les prélèvements publics et sociaux, pour faire la place aux prélèvements financiers sur les richesses produites, est flagrante comme jamais.

Cependant, tout un habillage idéologique est utilisé pour donner le change avec de belles intentions proclamées, pour diviser les salariés, du public et du privé, les chômeurs, les retraités et tenter de les rallier à une entreprise de renforcement systématique des privilèges des grands possédants, du capital financier et de tout ce qui domine. Le PLF 2008 cherche à créer l'illusion qu'ils pourraient ainsi toucher quelques dividendes de ces dominations renforcées et du dynamitage des « acquis sociaux ».

La façon dont les dirigeants du PS se positionnent est, pour l'heure, préoccupante. Ainsi, François Hollande choisit, pour critiquer le PLF, de rivaliser avec Sarkozy sur le terrain de ce dernier, prolongeant la faute commise déjà par Ségolène Royal lors de sa campagne pour l'élection présidentielle : « La France est actuellement le seul pays d'Europe à ne pas présenter un déficit public en net recul par rapport à celui de l'année précédente, c'est irresponsable » (Les Echos 27/09/2007).

Surtout, il ne critique pas le fait que 15 milliards d'euros de recettes fiscales, en régime de croisière, seront retirés du financement des services publics pour cause de « paquet fiscal ». Par contre il affirme que le PS a de meilleures idées que Sarkozy pour l'affectation de cet argent public : « Nous aurions, nous, réduit le déficit en y consacrant la moitié des recettes (dont) Nicolas Sarkozy a cru bon devoir se priver avec le paquet fiscal, soit 7,5 milliards d'euros. L'autre moitié aurait servi à renforcer la compétitivité des entreprises grâce à une baisse de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices réinvestis, la réforme du crédit d'impôt recherche et des dispositifs d'aide spécifiques aux PME »...

Bien sûr, une riposte politique au défi de Sarkozy, efficace, rassembleuse, à l'appui des luttes des cheminots, des agents de la fonction publique, convergeant avec le besoin de services publics modernes très développés, accessibles à tous, avec le refus du chômage, de la précarité et des salaires insuffisants, avec l'aspiration à se former, à accéder à la culture, exige des contre-propositions.

Mais à l'évidence celles de François Hollande à propos du PLF ne font pas le poids, traduisent des éléments de consensus qui peuvent donner raison aux Kouchner, Besson, Bockel, Jouyet et autres Hirsh et qui poussent la gauche dans une impasse noire.

C'est dire l'importance, pour la riposte, de l'apport autonome, rassembleur, du PCF, de la mise en avant hardie de ses contre-propositions cohérentes articulant à l'exigence d'objectifs sociaux élevés, et non au rabais, celle de pouvoirs et de financements précis, pour leur prise en main par les militants politiques de gauche, les militants syndicalistes et du mouvement associatif.